



**POINTS SAILLANTS DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL
RÉUNION DU CONSEIL DU FEM
22-24 AVRIL 2008**

1. Certaines des questions soulevées par les membres du Conseil sur les différents points de l'ordre du jour et les décisions en résultant ont donné lieu aux explications, précisions et interprétations suivantes, consignées par le Secrétariat. Le compte rendu conjoint des présidents est un relevé des décisions prises. Les points ci-après le complètent.

Point 5 de l'ordre du jour

Relations avec les instances des Conventions

2. Un certain nombre de Membres font savoir qu'il serait souhaitable que les instances des différentes Conventions coordonnent et harmonisent les directives données au FEM, et demandent que les synergies entre les activités menées au titre des Conventions soient renforcées. Les Membres se félicitent de la matrice des directives de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la suite que le FEM se propose de donner à ces directives, et la jugent fort utile.

3. La stratégie de mobilisation des ressources au titre de la CDB est examinée en détail. Plusieurs Membres remettent en cause le rôle assigné au FEM tel que présenté dans un projet de document d'information à communiquer à la prochaine Conférence des parties à la CDB. Le Secrétariat de la CDB et le Secrétariat du FEM travailleront avec quelques membres du Conseil à la reformulation de ce document pour proposer un libellé correspondant au stade d'avancement des travaux de la neuvième Conférence des parties au sujet du rôle éventuel du FEM dans la stratégie envisagée de mobilisation de ressources au titre de la CDB.

4. Un Membre observe que le nombre de projets régionaux et mondiaux a diminué. Le Secrétariat précise que les raisons de cette diminution apparente seront examinées dans le cadre de l'examen à mi-parcours du Dispositif d'allocation des ressources (DAR) qui est en cours, mais il fait observer que le montant de la Déduction à usage mondial et régional dans le cadre de ce dispositif était limité.

5. Un certain nombre de Membres s'inquiètent de la lenteur relative du rythme de présentation des plans nationaux de mise en œuvre au Secrétariat de la Convention de Stockholm par les pays ayant reçu l'aide du FEM, et ils encouragent les pays ne l'ayant pas encore fait à le faire.

6. Le Secrétariat présente au Conseil les résultats de la Décision de Bali, notamment l'invitation du FEM à fournir provisoirement des services de secrétariat au Fonds pour

l'adaptation. Le Secrétariat fait également connaître au Conseil les conclusions de la première réunion du Conseil du Fonds pour l'adaptation, tenue le mois dernier en Allemagne. La DG confirme que des membres du personnel du Secrétariat sont spécialement chargés à temps partiel des services à fournir au Fonds pour l'adaptation sur la base du recouvrement intégral des coûts encourus.

Point 6 de l'ordre du jour

*Programme de travail quadriennal et budget
de l'exercice 09 du Bureau de l'Évaluation*

7. Nombre de Membres soulignent l'importance de réaliser en temps opportun le Quatrième bilan global sur lequel s'appuieront les négociations et le processus de reconstitution des ressources de FEM-5. Ils invitent le Bureau de l'évaluation à en accélérer la réalisation et à l'achever avant la date prévue, si possible.

8. Plusieurs Membres souscrivent à la liste initiale de questions clés à examiner dans le cadre de ce bilan, qui est annexée au programme de travail quadriennal. De nombreux Membres souscrivent aussi au processus d'élaboration et d'approbation du cadre de référence du Quatrième bilan global envisagé par le Bureau : un document préliminaire sera présenté pour consultation avec tous les acteurs concernés début mai. Un cadre de référence qui s'en inspirera sera présenté au Conseil pour avis. Le document final sera communiqué par courrier aux membres du Conseil pour approbation à la mi-juillet. Ce cadre de référence comprendra le budget du Quatrième bilan.

9. Plusieurs Membres indiquent qu'il est très important d'engager un processus complet de consultation avec tous les acteurs clés du FEM au sujet de l'examen à mi-parcours du DAR et du Quatrième bilan global. Ces deux initiatives ne doivent pas faire d'exclus.

Point 7 de l'ordre du jour

Rapport annuel de la performance du FEM

10. Nombre de Membres accueillent favorablement la présentation d'un tableau synoptique notant la performance des acteurs du FEM. Le Bureau de l'évaluation précise que plusieurs de ces notations avaient été présentées dans les rapports antérieurs et que les Entités d'exécution s'attachent à améliorer leurs résultats dans les domaines voulus.

11. Plusieurs Membres relèvent les constations relatives au cofinancement. Le Bureau de l'évaluation explique qu'il faut s'attendre à des fluctuations du niveau de cofinancement. L'évolution de ce niveau se précisera au fil du temps.

Point 8 de l'ordre du jour

Rapport de l'examen annuel de portefeuilles-pays

12. Les Membres représentant les groupes de pays où des évaluations ont été réalisées notent que les résultats des rapports présentés reflètent très bien la situation qui prévaut dans les pays retenus et dans les autres pays de leurs groupes, même si la dimension régionale n'a pas été pleinement prise en compte dans ces évaluations.

13. Un Membre fait observer que les aspects transnationaux mentionnés au paragraphe a) de la décision du Conseil relative à ce point de l'ordre du jour se limiteront à ceux associés aux projets du FEM.

14. Un autre Membre relève que l'expression « procédures [...] des pays » mentionnées au paragraphe c) de la décision du Conseil renvoie aux processus politiques nationaux, ce qui, selon lui, traduit le sentiment général lors des travaux du Conseil sur cette question.

Point 9 de l'ordre du jour

Rapport de suivi annuel 2007

15. Le rapport est apprécié pour la série de données claires qui y figurent concernant les activités du FEM. Certains Membres recommandent que les rapports futurs mettent l'accent sur les enseignements tirés des projets du FEM.

16. D'autres Membres estiment que le manque de données continue à poser un problème aux pays bénéficiaires. Ils recommandent que tous les acteurs du FEM (Secrétariat, Entités d'exécution, pays) développent la quantité et la qualité des informations dont ils disposent sur les activités de l'institution. Un Membre demande que les informations sur les PEID soient présentées de manière distincte pour faire ressortir leur particularité.

17. Il est demandé que les pays et les Entités d'exécution collaborent plus étroitement, surtout en matière d'échange de données sur les projets.

18. Plusieurs Membres proposent l'élaboration d'indicateurs permettant de suivre l'évolution des résultats au fil du temps, et un Membre propose que soit intégré aux rapports futurs un indicateur qui rend compte de l'efficacité avec laquelle les Entités d'exécution administrent les projets posant problème.

19. Un Membre émet des réserves sur la rigueur de la notation des résultats sur lesquels se fonde le rapport, ces résultats étant évalués par les Entités d'exécution elles-mêmes.

Point 10 de l'ordre du jour

Programme de microfinancements

20. Beaucoup de Membres se félicitent du Programme de microfinancements. Certains demandent d'en renforcer le suivi et l'évaluation.

21. Plusieurs Membres s'inquiètent des critères de reclassement des bénéficiaires et insistent sur la nécessité de faire preuve de souplesse et de concevoir une procédure qui permettrait de poursuivre le programme dans les pays reclassés. Certains Membres soutiennent l'idée d'utiliser les ressources allouées dans le cadre du DAR pour financer la poursuite du programme après le reclassement des bénéficiaires. Un Membre estime qu'il faut fixer des limites à cette utilisation. Un autre Membre propose de ne pas soumettre les PMA et les PEID à la politique de reclassement.

22. Un Membre rappelle qu'il est important de prendre en compte la parité hommes-femmes dans les projets rattachés au Programme de microfinancements, d'autres faisant observer que c'est déjà bel et bien le cas.

23. Le représentant des ONG reconnaît que les ONG participant à des comités directeurs ne doivent pas recevoir des fonds du programme afin d'éviter tout conflit d'intérêts.

Point 11 de l'ordre du jour

Précisions sur les plateformes-cadres

24. Les Membres accueillent favorablement le projet de document relatif aux plateformes-cadres et s'en félicitent. Certains Membres émettent des réserves sur le cycle des projets des plateformes-cadres, le jugeant long et complexe. Ils font valoir que le processus d'approbation de ces plateformes doit être allégé, assoupli et simplifié.

25. Certains Membres estiment que le paragraphe du document qui établit les critères d'adoption d'une plateforme-cadre pourrait aussi créer une conditionnalité. Il est précisé que les plateformes-cadres sont une option pour les pays et que le paragraphe en question sera supprimé.

26. Un Membre propose d'inclure un chapitre dans le Rapport de suivi annuel pour permettre au Conseil de faire le point sur la nouvelle approche-programme et d'en préciser l'orientation, le cas échéant.

27. Apportant des précisions sur un certain nombre de questions soulevées par les Membres, notamment sur la manière dont les plateformes-cadres peuvent inciter les Entités d'exécution à travailler avec les pays ayant accès à une allocation modeste ou collective, la DG explique que les fonds dégagés par l'annulation de projets rattachés aux plateformes-cadres seraient réaffectés à l'allocation du pays dans le cadre du DAR ou à tout autre poste de la Caisse du FEM dont ils proviennent. Elle prend également note de la recommandation des Membres au Secrétariat de se préparer à mieux gérer les consultations nationales, régionales et mondiales qui seraient nécessaires au succès des nouvelles plateformes-cadres.

Point 12 de l'ordre du jour

Application par les Entités d'exécution du FEM des normes fiduciaires minimales recommandées

28. Certains Membres proposent qu'un consultant analyse plus en détail les données fournies par les Entités d'exécution dans les rapports présentés en annexes. Ce consultant disposera d'un an pour remettre son rapport. Sa lettre de mission sera préparée par le Secrétariat et communiquée au Conseil. En l'élaborant, le Secrétariat tiendra compte des fonctions déjà confiées aux auditeurs externes des Entités d'exécution, afin d'éviter la répétition inutile des mêmes tâches.

Point 13 de l'ordre du jour

Transferts de technologie

29. Bien que les Membres s'accordent à penser qu'il est important de continuer à développer les EBT et les EMT, ils ont des points de vue très différents sur certains aspects du document. Ils se disent préoccupés par le nombre limité de rapports résultant des précédentes EBT qui ont été financées. En outre, la proposition de mettre en place des comités de pôles technologiques est remise en cause par plus d'un Membre.

30. Si la nécessité de présenter un document au SBI ne soulève pas d'objection, les profondes divergences de vues entre les Membres sur la teneur du document actuel empêchent le Conseil de décider d'en présenter une version révisée au SBI.

31. Un nouveau rapport, factuel, sera élaboré, soumis à l’approbation du Conseil et transmis au SBI. Il présentera le travail réalisé par le FEM sur le financement des transferts de technologie et décrira les modes de financement actuels.

Point 14 de l’ordre du jour

*Examen des dépenses administratives des Agents
d’exécution du FEM*

32. Les Membres regrettent le manque d’informations claires et concrètes sur les coûts administratifs et la présentation hétérogène des données fournies par les Agents d’exécution.

Point 15 de l’ordre du jour

a) Programme de travail

33. Les Membres accueillent favorablement le programme de travail, dont ils font l’éloge. Beaucoup d’entre eux se félicitent du nombre croissant de plateformes-cadres, rappelant les avantages de cette formule par rapport aux projets individuels classiques.

34. Certains Membres mentionnent l’absence de projets sur la question de « l’accès aux ressources génétiques et du partage des avantages résultant de leur utilisation ». La DG attribue cet état de choses à l’absence de demandes présentées dans ce domaine. Le Secrétariat attache beaucoup d’importance à cette question et y travaille avec les instances de la CDB.

35. La question de l’inscription au programme de travail de certains projets liés aux polluants organiques persistants (POP) dans des pays n’ayant pas élaboré leur plan national de mise en œuvre est également posée. Il est précisé que les pays peuvent préparer des projets dans ce domaine dès lors qu’un plan national de mise en œuvre est achevé ou que sa préparation a notablement progressé au moment où le projet est soumis à l’agrément ou à l’approbation de la DG.

Point 15 de l’ordre du jour

*b) Rapport sur l’état d’avancement du projet « Brésil :
création d’une centrale utilisant une technologie avancée
de cycle combiné à alimentation externe »*

36. Le document de travail est présenté par le Secrétariat et la décision recommandée est adoptée par le Conseil, qui ne formule aucune remarque.

Point 16 de l’ordre du jour

*Plan d’activité du FEM et budget de fonctionnement
de l’exercice 09*

37. Plusieurs Membres se disent inquiets de la forte augmentation des ressources budgétaires sollicitées par l’Administrateur et félicitent les autres organes du FEM qui ne demandent qu’une augmentation de 3 % en valeur nominale.

38. Les Membres demandent d’accroître le budget du Secrétariat pour couvrir le coût associé au consultant visé à la décision prise dans le cadre du point 12 de l’ordre du jour.

39. La majorité des Membres soutiennent le recours accru aux instruments autres que les aides financières directes dans le cadre du FEM, notamment pour mobiliser le secteur privé, à condition que le principe du surcoût soit respecté et que le degré de concessionnalité soit bien adapté à chaque type de projet et réponde aux critères du CAD. Plusieurs Membres soulignent toutefois que le recours à ces instruments doit se faire librement et à l'initiative des pays, et ils insistent sur la nécessité d'acquérir les compétences et les connaissances voulues au sein du Secrétariat. Un Membre souligne également qu'il est important d'éviter de réaliser des opérations identiques à celles des banques de développement multilatérales et propose que le FEM privilégie les microcrédits et les garanties.

40. Nombre de Membres recommandent de mieux inciter les pays à utiliser ces instruments. Les vues divergent cependant sur la formule à appliquer. Certains proposent de réserver des fonds à cet effet pendant FEM-5, tandis que d'autres, insistant sur le risque de fragmentation des ressources de l'institution, suggèrent plutôt que les remboursements au titre de projets financés au moyen de ces instruments soient reprogrammés au profit du même pays. La possibilité d'une réforme plus vaste, qui ferait reposer le DAR sur l'équivalent-don du financement accordé plutôt que sur le financement brut, est également évoquée.

41. À la demande de plusieurs Membres, la DG et le représentant de l'Administrateur apportent des précisions sur le cas hypothétique du non remboursement par un pays des fonds attribués dans le cadre d'un projet du FEM non financé à titre gracieux. La DG souligne que le pays concerné ne sera pas inscrit sur une « liste noire ».

42. La DG fera diffuser un nouveau document qui prendra en compte les observations du Conseil. Plus précisément, la section relative aux incitations sera supprimée et la politique du FEM en cas de non-remboursement y sera énoncée. La DG indique qu'elle pense que la question des instruments autres que les aides financières directes devrait faire partie du cadre de la négociation de la reconstitution des ressources pour FEM-5.

43. Les Membres sont globalement satisfaits de ce programme et remercient le Secrétariat pour le rapport présenté. Ils soulignent la nécessité de travailler avec les PMA et PEID. Un Membre se demande si les ressources mises à disposition ont suffi à satisfaire la demande des pays.

44. Un autre Membre propose d'établir un lien plus étroit entre le travail de renforcement des capacités en cours dans les pays et les activités du FEM en la matière.

45. Plusieurs Membres s'inquiètent de la lenteur de la programmation des ressources allouées dans le cadre du DAR, en particulier en ce qui concerne les pays attributaires d'une allocation

modeste ou collective. Un certain nombre de Membres attribuent cette lenteur de la programmation dans les pays de leurs groupes aux raisons suivantes : manque de transparence dans le suivi des projets présentés, manque d'empressement des Entités d'exécution du FEM à s'associer aux pays attributaires d'une allocation limitée, rigidité et opacité des politiques et procédures, et retards dus à la nécessité de fournir des informations supplémentaires ne pouvant figurer dans la FIP. Quelques Membres dressent un bilan relativement positif de leur utilisation du DAR, indiquant qu'ils ont été à même de faire rapidement approuver leurs projets.

46. Les Membres s'interrogent sur les raisons qui amènent le Secrétariat à prédire que le rythme de programmation des ressources dans le cadre du DAR s'accéléra en 2008. Le Secrétariat indique que les pays attributaires d'une allocation individuelle contribueront pour beaucoup à cette accélération en 2008. Il s'efforce d'améliorer également la programmation dans les pays rattachés à un groupe grâce aux plateformes-cadres.

47. Le Secrétariat présente au Conseil la nouvelle rubrique « fiches-pays » du site web du FEM qui permet aux pays de suivre l'évolution de leurs projets.

Point 20 de l'ordre du jour

Rapport de la présidence du STAP

48. La présidente du STAP présente les travaux du Groupe.

49. Le Conseil rend hommage au travail de la présidente et se réjouit de la qualité du document présenté. Un Membre demande au FEM et au STAP de continuer à établir des alliances et des réseaux. Le représentant des ONG propose une plus large association du savoir des populations locales et de la science moderne.

50. La présidente du STAP reconnaît que les alliances stratégiques doivent se bâtir au-delà des centres spécialisés des Nations Unies et faire appel à des sources bilatérales, dont les cercles de réflexion. Elle fait savoir que le STAP s'est engagé sur cette voie et que de tels liens existent à l'échelle régionale.

51. Certains Membres incitent le STAP à s'attacher à mieux se faire connaître et à diffuser davantage ses travaux.

52. Réagissant au souhait exprimé par le STAP que soient privilégiées les synergies entre l'atténuation du risque climatique et l'adaptation à l'évolution du climat pendant FEM-5, un Membre se dit prêt à examiner cette question et demande au STAP de faire preuve de sa valeur ajoutée dans ce domaine.

Point 21 de l'ordre du jour

*Proposition du directeur exécutif du PNUE
sur la reconstitution du STAP*

53. Le porte-parole du directeur exécutif du PNUE communique la liste des nouvelles nominations au sein du Conseil du STAP. Certains Membres demandent que les pays en développement soient dûment représentés au sein de cet organe. Le porte-parole du PNUE regrette qu'il n'ait pas été possible cette fois, en dépit des efforts de l'institution, d'assurer un équilibre régional parfait et la parité hommes-femmes.